

MÉDÉA

Les prix des fruits et légumes flambent

Les prix des fruits et légumes connaissent, ces derniers jours, une véritable flambée dans les marchés de Médéa et encore plus chez les particuliers. Des hausses exagérées justifiées par moult excuses loin de convaincre les clients.

La spéculation bat son plein et le jeu du «qui dit mieux» est à son paroxysme ! Les petites bourses sont mises à rude épreuve et, apparemment, ce n'est pas demain la veille la fin du calvaire.

Les légumiers pleurent misère et «se disent» accaparés par les grossistes ou carrément les agriculteurs qui cèdent leurs marchandises à des prix hors portée. Ils peinent à s'approvisionner et à transporter

leurs marchandises qu'ils vont parfois chercher bien loin et souvent en deuxième et troisième main. Et... Et... bla bla bla.

Ainsi justifient-ils les tarifs exorbitants qu'ils imposent au pauvre citoyen qui paye les pots cassés de cette anarchie et de ce chaos.

La pomme de terre, ce légume à très large consommation chez les Algériens, n'est pas cédée à moins de 60 DA. Les légumes même ceux

de saison sont inaccessibles. Les fruits dites-vous ? De quels fruits parlez-vous ? Des pommes de Benchicao qui représentent la production agricole locale et qui sont vendues presque au même prix saignant que la banane importée ?! 360 DA pour la banane et à partir de 300 DA pour la pomme locale cultivée dans cette wilaya agricole par excellence !

Les petites bourses se sont résignées et tournent le dos aux produits de «lux» tels que les fruits.

Du côté des viandes, en l'occurrence les blanches, c'est le prix du poulet qui a pris son envol. 360 DA le kilogramme en temps normal et

bien entendu le double dès que les fêtes arrivent.

Il faut dire que c'est vraiment la crise pour beaucoup de familles nombreuses en difficulté financière pour ne pas dire pauvres. D'un autre côté et pour d'autres, c'est l'occasion tant attendue à ne pas rater pour faire fortune.

Ce qui est certain, c'est qu'en dehors de toute mesure de régulation de ce marché et de toute répression, la situation va empirer au détriment et au grand dam du pauvre citoyen qui, à la question comment joindre les deux bouts, ne trouve pas de réponse !

M. L.

TIZI-OUZOU

Sit in des citoyens de Taghzout devant la Wilaya

Les citoyens de Taghzout, village de la commune d'Illiltène, daïra d'Iferhounène, à une soixantaine de kilomètres de Tizi-Ouzou, se sont rassemblés dans la journée d'hier devant le siège de la Wilaya.

L'action, disent ces villageois, vise à attirer l'attention des pouvoirs publics quant à l'interruption de l'alimentation en eau potable de leur village à partir de la source située dans la montagne et de la même

conduite alimentant les villages de Tifilkout, Azrou et Iguefilène.

Les protestataires se considèrent, de ce fait, comme les victimes collatérales d'un conflit qui ne les concerne pas et qui a abouti à la rupture de l'approvisionnement de leur village, et cela, «suite au sabotage perpétré sur le répartiteur alimentant les villages Taghzout, Iguefilène, Tifilkout et Azrou».

Le sabotage dont il est question fait suite au conflit qui a surgi entre Tifilkout et Azrou, d'une part, et le village Iguefilène d'autre part, parties qui se disputent la propriété de

plusieurs sources situées en haute montagne à partir desquelles sont alimentés les villages situés en aval.

Le conflit larvé qui continue à opposer les deux factions a failli dégénérer en affrontements violents, nécessitant l'intervention des pouvoirs publics pour éviter l'irréparable. Plusieurs réunions ont été tenues l'été passé, en présence des parties concernées et des services de l'hydraulique sous la conduite du wali en vue de trouver une issue consensuelle au problème.

Des solutions techniques consistant en le captage de toutes les sources d'eau disponibles et situées en amont pour ensuite répartir la ressource de façon équitable entre tous les villages furent préconisées

par le wali.

Très remontés et en colère, les citoyens du village de Taghzout dénoncent «passivité» des autorités qui tardent mettre en œuvre un projet qui aurait pu mettre fin à un problème qui empoisonne plusieurs villages d'une même commune et qui vivaient, jusque-là, dans l'entente et le bon voisinage.

Dans leur missive remise au wali, et où ils se plaignent de la rupture de l'alimentation en eau potable du village depuis le 14 octobre, les représentants des villageois se disent déterminés «à défendre leur droit» et demandent au premier magistrat de la wilaya de mettre fin à la rupture de l'alimentation en eau potable de leur village.

S. A. M.

M'SILA

La Kalaâ de Beni Hammad lance un appel de détresse

L'application d'un plan d'urgence de protection de ce site archéologique est imminente et ne peut être retardée, expliquait le bureau d'étude au ministre de la Culture, M. Azzeddine Mihoubi, lors de sa visite de travail effectuée ce jeudi dans la wilaya de M'sila.

La Kalaâ de Beni Hammad a besoin de l'application d'un plan de protection et de mise en valeur du site archéologique (PPMVSA) ; un plan d'urgence imminent pour stopper la dégradation de ce patrimoine mondial qui nécessite une clôture légère amovible aussi pour délimiter le site et réglementer cette zone, la fermeture du chemin située à proximité du minaret pour éviter les secousses notamment des véhicules poids lourds, selon M. Fayçal Sehli, responsable dans ce bureau d'étude. Un montant de 5 milliards de centimes a été déga-

gé en 2012 pour effectuer cette opération en vain, depuis lors, on ne sait pourquoi l'opération a été gelée. Et d'expliquer que les voûtes dégradées par des étayements ont besoin d'être renforcées. Le site a également besoin de moyens de drainage pour faire face aux eaux pluviales qui l'ont beaucoup endommagé, protéger le sol piétiné par les visiteurs. A cet effet, il faut leur tracer des passages, couvrir le réservoir, la mosquée, Bordj el-Manar, Gasre el-Bahre et le plus important c'est de placer ou mettre une ceinture de câblage pour arrêter

les fissures de la citadelle ou le minaret, debout depuis 1007, l'année de la création de la dynastie hammadite dans la région de Maadhid sise à 32 km au nord-est de la ville de M'sila. Comme il faut transférer cette propriété à la Direction de la culture pour lui permettre d'intervenir incessamment lors des opérations d'entretien ou de gestion du site.

Il en est de même pour le musée El-Hodna qui a subi des travaux d'extension achevés à un taux estimé à 75%, selon le responsable du bureau d'étude. Pour son achèvement, ce projet, suspendu depuis 2012, a besoin d'un montant de réévaluation de 15 millions de dinars ; malheureusement, aucun effort n'a été fait dans ce sens, selon ce technicien.

Pour le ministre, le problème du musée de M'sila n'est pas financier

OUM-EL-BOUAGHI

Le taux de chômage
ramené de plus de 30%
à moins de 10%

Selon les responsables de la direction de l'emploi de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, les différents dispositifs la Cnac, l'Ansej, l'Anem sont parvenus à intégrer définitivement dans des postes de travail permanents pas moins de 6 500 jeunes entre cadres et agents de maîtrise.

Les mêmes sources nous font aussi savoir que plus de 20 000 demandes d'emploi ont été enregistrées pour la même période dont 13 500 uniquement pour le sexe féminin soit un taux de plus 60% contre 6 700 de sexe masculin, selon les responsables du secteur de l'emploi. Le chômage qui a atteint un taux alarmant de plus de 33% est sensiblement atténué pour atteindre un seuil de moins de 10% grâce aux placements effectués par les différents dispositifs de l'emploi.

Aussi paradoxal qu'il est, dans une région qualifiée d'agropastorale par excellence, la majorité des placements se trouvent au niveau des administrations avec un taux dépassant les 29%, le secteur, quant à lui, enregistre un taux de 25%, suivi du secteur du bâtiment et des travaux publics avec 21%, le commerce et l'industrie entraînent au bas du tableau avec des taux respectifs de 18 et 4%.

Par ailleurs, les responsables du secteur de l'emploi nous ont confirmé qu'ils mettront le paquet, notamment avec les nouvelles mesures d'incitation et d'encouragement, pour un investissement quantitatif et qualitatif spécialement dans les créneaux de l'industrie et celui de l'agriculture pour amortir les effets générés par la crise économique qui touche le pays à cause de la chute des revenus pétroliers.

Moussa Chtatha

L'EHU 1^{er} NOVEMBRE
D'ORAN

Ouverture de la
première école
de chirurgie
laparoscopique

Profitant de la tenue de deux congrès médicaux d'envergure internationale et consacrés à la chirurgie mini-invasive et laparoscopique, le directeur de l'EHU 1^{er}-Novembre d'Oran a annoncé hier, que dans les tous prochains jours, son établissement allait procéder à l'ouverture «de la première école nationale de chirurgie laparoscopique, à l'EHU d'Oran, ainsi qu'un laboratoire de chirurgie expérimental», dira ce dernier.

Pour l'intervenant, l'objectif de créer cette nouvelle école s'inscrit dans le souci de faire profiter les chirurgiens algériens «du plateau technique de l'EHU d'Oran et les compétences, s'y trouvant, en leur donnant les moyens d'acquérir toutes les techniques innovantes en matière de chirurgie mini-invasive et faire bénéficier des mêmes prestations de soins la population sur l'ensemble du territoire».

Cette déclaration a été faite en marge d'un évènement qui se déroule depuis hier au sein de l'EHU 1^{er}-Novembre à savoir le 24^e Congrès international de la Société algérienne de chirurgie, avec plusieurs thèmes retenus portant sur le traitement du cancer du pancréas, le cancer du col rectal et le cancer de métastases hépatiques d'origine colorectale, avons-nous appris. Mais l'actualité médicale ne s'arrête pas à ce congrès puisqu'un autre de dimension méditerranéenne, va se tenir à compter d'aujourd'hui et jusqu'au 23. Il s'agit du 16^e congrès de la Middle Mediterranean Eastern Surgery Association (MMESA), et qui abordera cette fois-ci d'autres thèmes semblables comme la «chirurgie mini-invasive dans les cancers digestifs», ou encore «la chirurgie du foie».

Pas moins de 120 grands spécialistes, sur plus de 1 000 participants, sont venus de l'étranger, (Europe, Maghreb et Moyen-Orient) et qui se retrouveront durant 4 jours pour échanger, expériences, expertises et compétences.

Fayçal M.

BOU ISMAIL (TIPASA)

Création d'un Institut d'excellence en technologies
de l'information et de la communication

Ce fut au cours d'un périple effectué récemment dans la daïra de Bou Ismail, que M. Ghelai Moussa, le wali de la wilaya de Tipasa, a effectué une visite d'inspection et de travail de plusieurs projets dans les communes de cette daïra.

Dans la ville de Bou Ismail, ce fut la visite et l'inspection du projet de réalisation d'un institut national spécialisé en formation professionnelle, Institut d'excellence en technologies de l'information et de la communication.

Au cours de cette visite, le wali a été informé que cet ouvrage doté d'une enveloppe financière de 34 milliards de centimes connaît un taux

d'avancement finalisé et d'achèvement, et sera opérationnel dans les meilleurs délais. Cet Institut national formera des électroniciens, des maintenanciers en équipements, en électricité industrielle et en matériel biomédical, mais essentiellement il formera une main-d'œuvre spécialisée dans la téléphonie fixe et mobile, la maintenance des réseaux de fibre

optique et leur entretien, ainsi que l'entretien et l'installation des équipements de télécommunication, et permettra aussi de vulgariser les technologies de l'information, de la communication et de la téléphonie.

Ce fut ensuite la visite dans la commune de Khemisti pour le lancement du projet de réalisation d'une zone d'activité ; le wali a été informé que cette zone d'activité de près de 10 hectares comprend 87 lots, dont 41 investisseurs qui ont formalisé les documents requis. Des décisions de concessions ont été remises à 32 investisseurs ; le nombre

d'actes de concessions en cours de délivrance est de 9 dossiers.

S'agissant des permis de construire, il y a 16 permis déposés dont 12 ont été accordés, 2 en instance et 2 rejetés. Il est à noter que parmi les 41 investisseurs, plusieurs projets concernent les produits pharmaceutiques, les fabrications agroalimentaires, les aliments pour bétail, les unités de plastique et la création d'une unité de conserverie d'anchois, mais aussi une unité de montage de caméras de surveillance.

Houari Larbi